

ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Registres
Question écrite n° 14700

Texte de la question

M Jean Tiberi appelle l'attention de M le garde des sceaux, ministre de la justice, sur les consequences de l'article 75 de la loi no 89-18 du 13 janvier 1989 qui a pour objet de supprimer l'obligation de mise a jour de l'exemplaire des registres de l'etat civil conserve au greffe du tribunal de grande instance. Cette mesure pose aux services d'etat civil des mairies de graves problemes pratiques. Il arrive en effet frequemment que l'exemplaire du registre detenu en mairie soit deteriore en raison des manipulations multiples dont il est l'objet pour la delivrance de copies et extraits pour les administres. Jusqu'a present, il y etait remedie par le recours au second original detenu au greffe. Si celui-ci n'est plus mis a jour, il devient inutilisable a cet effet. Dans ces conditions, il lui demande de preciser quelles mesures il envisage de prendre pour que continue a bien fonctionner le service de l'etat civil.

Texte de la réponse

Reponse. - Les depots du second original des registres d'etat civil au greffe des tribunaux de grande instance repondait traditionnellement a une double finalite, la sauvegarde des registres et la verification des identites des demandeurs de casier judiciaires. Or, s'il reste imperatif de conserver un second original dans un lieu distinct du premier dans l'eventualite d'une perte, d'un vol ou d'une destruction du premier exemplaire, ou plus simplement d'une usure de celui-ci due aux manipulations repetees dont il fait l'objet, en revanche, la creation du casier judiciaire national informatise par la loi du 4 janvier 1980 a supprime le lien fonctionnel qui existait dans les greffes entre la tenue a jour du deuxieme registre et celle du casier judiciaire, la verification des demandes d'extraits de casier s'operant desormais a l'aide du repertoire national d'identification des personnes physiques. L'article 75 de la loi du 13 janvier 1989 en tire les consequences en dechargeant les greffes des tribunaux de grande instance de metropole de la mise a jour du second registre. Leur role est desormais limite a la sauvegarde, a l'exclusion de la gestion active de celui-ci. Ces greffes continuent ainsi a recevoir en depot et a assurer la garde de ce second exemplaire des registres. De meme, tous les actes, jugements et decisions qui donnaient lieu avant le 1er janvier 1989, a l'envoi d'instruction ou d'avis de mention aux greffes des tribunaux de grande instance de metropole continuent a etre portes a leur connaissance sous forme d'avis de mise a jour. Ces avis font aussitot l'objet d'un premier classement par commune ; puis, pour les communes ou sont tenus des registres distincts pour les naissances, les mariages et les deces, une subdivision est operee au sein du classement initial en fonction de la nature de l'acte concerne par la mise a jour. Bien qu'ils aient ete decharges de la mise a jour des actes du second registre, les greffes disposent donc toujours de tous les elements susceptibles de permettre la reconstitution des actes contenus dans le premier registre d'etat civil. Il est enfin a noter que l'obligation de mise a jour est maintenue pour l'ensemble des autres registres a savoir : le premier original des registres conserve en mairie ; le second exemplaire des registres depose dans les greffes des tribunaux de grande instance des departements d'outre-mer et des tribunaux de premiere instance des territoires et collectivites territoriales d'outre-mer ; les registres d'etat civil consulaires et le troisieme exemplaire des registres conserve au depot des papiers publics d'outre-mer et enfin le registre du service central de l'etat civil du ministere des affaires etrangeres.

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/9/questions/QANR5L9QE14700

Données clés

Auteur: M. Tiberi Jean

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 14700

Rubrique: Etat civil

Ministère interrogé : justice Ministère attributaire : justice

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 19 juin 1989, page 2758